

FAITS SAILLANTS

- Pour assister 1,9 million de personnes vulnérables, le Tchad a besoin de 544 millions de dollars américains. Le plan de réponse humanitaire (HRP) 2018 a été lancé le 9 février à N'Djamena.
- La Sous-secrétaire générale des Nations Unies aux affaires humanitaires, Ursula Mueller, a effectué une visite au Tchad les 26 et 27 février.
- Plus de 22 000 nouveaux réfugiés sont arrivés au sud du Tchad depuis le 26 décembre 2017, à la suite des affrontements dans le nord de la République centrafricaine.

CHIFFRES CLÉS

Population	14,7M
Taux d'alphabétisation	37,3%
Espérance de vie	51,9 ans
Taux de mortalité des <5 ans	133/1 000
Taux de mortalité maternelle	860/100 000
Personnes affectées	8,1M
Personnes dans le besoin	4,4 M
Accès à l'eau potable	54%
PDI	101 905
PDI retournés	51 000
Réfugiés	411 482
Retournés	71 000
Ressortissants de pays tiers	1 252

FINANCEMENTS

544 millions
Fonds requis (en US\$)



Au sommaire

- Besoins humanitaires croissants P.1
- 220 000 cas de MAS attendus en 2018 P.3
- Ursula Mueller en visite au Tchad P.4
- 22 000 nouveaux réfugiés au sud P.7

544 millions de dollars requis pour assister 1,9 million de personnes parmi les 4,4 millions dans le besoin

Lancement du Plan de réponse humanitaire (HRP) 2018

Le Plan de réponse humanitaire (HRP) 2018 a été lancé le 9 février en présence du Ministre de l'Économie et de la planification du développement ainsi que du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies et Coordonnateur Humanitaire. A cette occasion, le Coordonnateur humanitaire, Stephen Tull, a relevé l'urgence nécessaire d'obtenir des financements conséquents pour couvrir les besoins essentiels des personnes vulnérables.

Les besoins humanitaires sont croissants alors que les financements sont en diminution. Ainsi, près d'une personne sur trois a besoin d'assistance humanitaire dans le pays alors qu'en 2017, seuls 45% des fonds requis pour l'assistance humanitaire ont été obtenus contre 53% en 2016.



Crédit : OCHA/Naomi Frérotte. Février 2018, site des déplacés de Yakoua, région du Lac, Tchad. "Avec l'argent que nous recevons, nous achetons du maïs. Nous sommes heureux avec les humanitaires, mais ce n'est pas assez", dit un déplacé.

Pour sa part, le Ministre de l'Économie et de la planification du développement, Issa Doubragne, a insisté sur l'importance d'une synergie d'actions en vue d'atteindre le développement. « La mise en œuvre du plan de réponse humanitaire participe aux efforts de développement du pays, en contribuant à la préservation et au renforcement du capital humain, et au développement des moyens d'existence. J'appelle donc l'ensemble des partenaires du Tchad à continuer de travailler main dans la main afin de réduire

« Si nous ne sommes pas capables de répondre de façon adéquate aux besoins humanitaires, la situation risque de se détériorer dès cette année, surtout dans le contexte actuel de crise économique. Si rien n'est fait, il est probable que les vulnérabilités s'exacerbent et que les indicateurs sociaux se détériorent, ce qui repoussera encore plus la perspective d'atteindre les Objectifs de développement durable et la « Vision 2030 », a plaidé M. Tull.

durablement les vulnérabilités et avancer vers les Objectifs de développement durable, en s'assurant de ne laisser personne de côté », a indiqué M. Doubragne.

Des besoins importants accentués par un faible niveau de développement

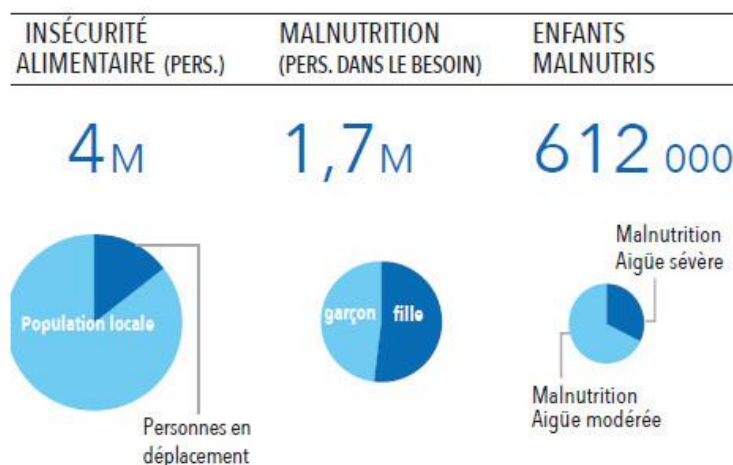
L'aperçu des besoins humanitaires (HNO) pour 2018 montre que trois crises principales à savoir l'insécurité alimentaire, la malnutrition, les mouvements de population et les urgences sanitaires, affectent plus de 8 millions de personnes au Tchad dont 4,4 millions sont dans le besoin d'assistance humanitaire d'urgence et de soutien pour renforcer leurs moyens d'existence. Cette vulnérabilité aigüe et chronique est souvent exacerbée par le faible niveau de développement du pays ainsi que les risques climatiques auxquels il est exposé. En effet, le Tchad est classé 186ème sur 188 selon l'indice de développement humain (IDH) 2016 et 47% des Tchadiens vivent sous le seuil de la pauvreté, avec une espérance de vie de 52 ans. Le Tchad occupe la 29^{ème} place sur l'indice mondial de risque avec 11 points, mais occupe la première place des pays les plus vulnérables au monde avec un indice de 74,36. Les taux de mortalité maternelle (860 pour 100 000 naissances vivantes) et néonatale (133 pour 1000), sont parmi les plus élevés au monde. Pour répondre à tous ces besoins, la communauté humanitaire demande une enveloppe de 544 millions de dollars américains.

Selon les données du Cadre Harmonisé de novembre 2017, près de quatre millions de personnes (soit une personne sur quatre) seront en situation d'insécurité alimentaire pendant la période de soudure de 2018, qui s'annonce précoce.

Détérioration de la situation alimentaire et nutritionnelle

Selon les données du Cadre Harmonisé de novembre 2017, près de quatre millions de personnes (soit une personne sur quatre) seront en situation d'insécurité alimentaire pendant la période de soudure de 2018, qui s'annonce précoce. Parmi ces personnes, 890 000 se trouveront en situation d'insécurité alimentaire sévère (phase 3 et plus), la majorité dans la bande sahélienne. Si les chiffres totaux sont similaires à ceux de la période de soudure 2017, on constate un nombre croissant de personnes en phase « urgence » (de 36 000 en 2017 à 101 000 en 2018). Cette situation s'explique par la baisse de la production céréalière dans plusieurs régions de la bande sahélienne telles que le Barh-el-Gazal, le Wadi-Fira, le Kanem et le Lac ainsi que le Moyen-Chari dans le sud, liée notamment à une pluviométrie irrégulière pendant la campagne agricole et la présence d'ennemis des cultures dans certaines zones. Les effets des changements climatiques, qui agissent fortement sur la production agricole et animale ont également eu une incidence sur l'insécurité alimentaire. Face à cette situation, les communautés pastorales sont particulièrement affectées cette année. On estime jusqu'à 40% les zones pastorales affectées négativement par le déficit pluviométrique. Dans ce contexte, marqué en outre par les conséquences d'une crise économique, les ménages les plus vulnérables n'auront pas suffisamment de stocks pour faire face à leurs besoins alimentaires jusqu'à la prochaine récolte. La révision du cadre harmonisé est prévue pour mi-mars 2018 et renseignera sur l'évolution de la situation.

Personnes affectées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle



Source : HRP 2018

En termes de nutrition, la situation reste préoccupante, avec près de 143 700 enfants sévèrement malnutris rapportés en 2017. L'enquête nutritionnelle SMART de novembre 2017 souligne une détérioration importante de toutes les formes de malnutrition avec une prévalence de la malnutrition aigüe globale (MAG) au niveau national

Plus de 220 000 cas de malnutrition aigüe sévère sont attendus en 2018.

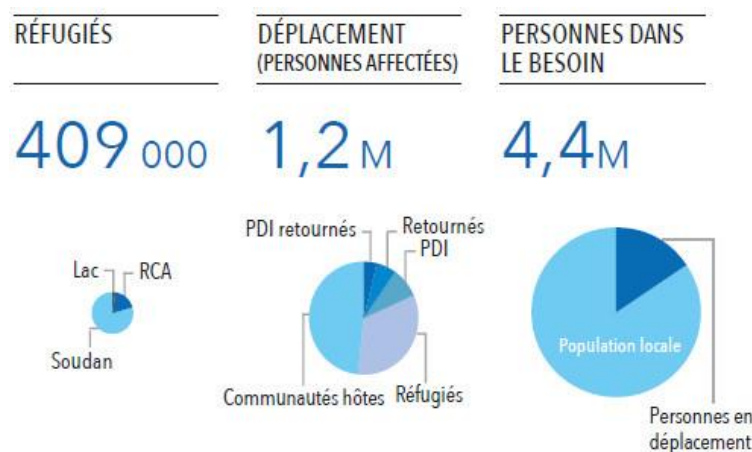
évaluée à 13,9% en 2017 contre 11,9% en 2016. Le seuil d'urgence de 15% pour la malnutrition aigüe globale (MAG) est dépassé pour 12 des 23 régions du pays, qui ont été déclarées en situation d'urgence nutritionnelle. La malnutrition aigüe sévère touche 15 régions sur 23, avec des taux au-dessus du seuil d'urgence de 2%. Plus de 220 000 cas de malnutrition aigüe sévère sont attendus en 2018. La bande sahélienne demeure également la zone la plus affectée par la crise nutritionnelle.

Les personnes affectées ont besoin d'assistance alimentaire d'urgence, en particulier les enfants de moins de cinq ans, les adolescents et les femmes enceintes et allaitantes. Pour éviter l'aggravation de leur situation alimentaire, 2,6 millions de personnes nécessitent également un soutien afin de renforcer leur résilience et leurs moyens d'existence. Ainsi, la communauté humanitaire apportera une assistance alimentaire d'urgence aux personnes en situation d'insécurité alimentaire sévère (phase 3 et plus), particulièrement aux enfants de moins de cinq ans ainsi qu'aux femmes enceintes et allaitantes. Pour préserver et améliorer leurs moyens d'existence, un soutien sera fourni, notamment en complément des distributions de vivres.

En 2018, les enfants, filles et femmes enceintes et allaitantes seront particulièrement affectées dans les 12 régions où la prévalence de la MAG dépasse le seuil critique de 15%. La lutte contre la malnutrition se fera à travers un ensemble d'interventions multisectorielles associant la santé, l'éducation, la protection ainsi que l'eau, l'hygiène et l'assainissement, à travers notamment de l'approche « WASH in Nut ».

Les mouvements de population marqués par de nouvelles dynamiques

Selon le plan de réponse humanitaire de 2018, plus de 634 000 personnes sont en situation de déplacement au Tchad dont plus de 409 000 réfugiés et demandeurs d'asile¹ qui ont été forcés de quitter leurs pays d'origine (Soudan, République Centrafricaine et Nigéria) à cause de la violence et conflits qui y prévalent. Les perspectives de retour dans leurs pays respectifs sont peu envisageables pour ces réfugiés en raison de l'insécurité persistante dans leurs pays d'origine. Seuls certains réfugiés soudanais, dans le cadre d'un accord tripartite entre le Tchad, le Soudan et le Haut-Commissariat des Nations Unies aux réfugiés (HCR), pourraient amorcer leur retour en 2018. L'on compte également parmi ces personnes en déplacement, plus de 71 000 retournés tchadiens arrivés de la République Centrafricaine (RCA) et du Nigéria et près de 102,000 personnes déplacées internes.



Dans ce contexte, la réponse d'urgence aux besoins vitaux est primordiale. En parallèle, la mise en place d'interventions à moyen et long terme est nécessaire pour promouvoir l'autosuffisance, les retours ou l'intégration éventuelle des populations déplacées dans le tissu local.

Source : HRP 2018

L'investissement dans le développement local, via le renforcement des services de base et des opportunités économiques, doit permettre aux communautés de faire face aux chocs. Les communautés d'accueil, qui représentent environ 600,000 personnes au Tchad, sont tout particulièrement concernées car les mouvements de population exercent une pression accrue sur leurs maigres ressources. Dans une optique d'intégration et d'autonomisation, l'obtention de la documentation appropriée pour les réfugiés et les retournés reste également indispensable dans la reconstruction de leurs vies respectives.

¹ Statistiques des réfugiés, HCR, 31 août 2017.

Les personnes déplacées internes se trouvent essentiellement dans la région du Lac, qui connaît des déplacements en raison de l'insécurité liée aux attaques des groupes armés et des opérations militaires. Alors que des dynamiques de retour de personnes déplacées internes sont observées depuis 2017 dans les zones insulaires de la cuvette sud, les déplacements liés au sentiment d'insécurité continuent dans la cuvette nord du lac Tchad. Dans ce contexte mixte, la réponse multisectorielle d'urgence doit être combinée à des solutions durables.

Les besoins de protection et d'assistance vont continuer et probablement augmenter dans certaines zones, comme dans la région du Lac où la sécurité, le bien-être et les droits fondamentaux des civils sont à risque. Compte tenu de l'augmentation des incidents de protection dans cette région, il est crucial que le gouvernement tchadien renforce les mesures de protection des civils dans la région. Une attention particulière sera également apportée au renforcement de la protection, visant à prévenir et réduire les violations de droits humains, tout en apportant une assistance aux victimes, en mettant l'accent sur la préservation de leur dignité.

L'obtention de la documentation appropriée pour les réfugiés et les retournés reste indispensable dans la reconstruction de leurs vies respectives. Une attention particulière sera apportée au renforcement de la protection, notamment dans la région du Lac, visant à prévenir et réduire la violence et le déplacement.

En 2017, les régions du Sila et du Salamat ont enregistré 689 cas de choléra dont 67 décès.

Des urgences sanitaires importantes

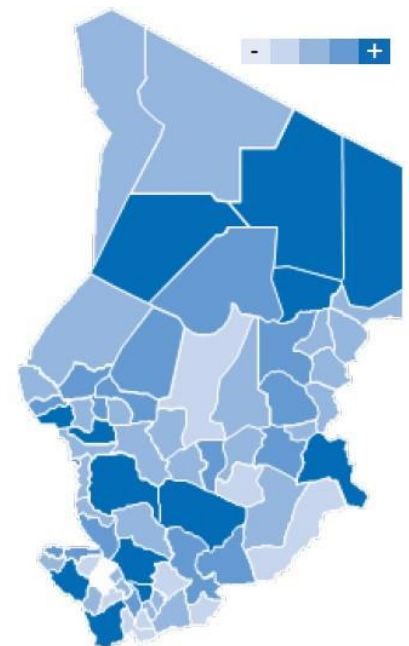
En 2018, près de 2 millions de personnes sont estimées dans le besoin de soins de santé. Tributaires de la faiblesse du système de santé, l'accès problématique à l'eau potable (54%), la faible couverture vaccinale et les mauvaises pratiques d'hygiène ; les maladies à potentiel épidémique telles que le choléra, l'hépatite E et la rougeole provoquent des urgences sanitaires au Tchad. A ces épidémies s'ajoutent les pathologies récurrentes telles que le paludisme, la méningite, la fièvre typhoïde, et la diarrhée. En 2017, les régions du Sila et du Salamat ont enregistré au 16 octobre, 689 cas de choléra dont 67 décès. L'épidémie de l'hépatite E a, quant à elle, affecté la région du Salamat où 1 859 cas ont été rapportés dont 22 décès au 10 octobre 2017. Le paludisme, principale cause de mortalité des enfants de moins de cinq ans, touche la majorité des régions du Tchad. En novembre 2017, plus de 1,3 million de cas suspects ont été rapportés avec plus de 1 500 décès (dont 792 000 cas confirmés et 1 400 décès).

Les populations les plus vulnérables sur le plan sanitaire sont entre autres les enfants, les filles et femmes enceintes et allaitantes mais aussi les personnes qui vivent dans les zones rurales (78% de la population tchadienne d'après le Plan national de développement), les populations en situation de déplacement, les populations nomades et celles vivant dans les zones insulaires.

Les besoins prioritaires comprennent l'amélioration de la prévention des maladies à potentiel épidémique (choléra, hépatite E, paludisme) dans les zones endémiques. Cela passe par le renforcement de la surveillance épidémiologique et l'accroissement de la couverture vaccinale et en moustiquaires.

La réponse se focalisera sur la prise en charge des personnes touchées par les épidémies à travers l'appui en médicaments, consommables et autres matériels médicaux aux structures sanitaires concernées. Le renforcement de la prévention des épidémies, en particulier dans les zones à risque de maladies épidémiques et autres maladies graves tel que le paludisme, sera aussi priorisé. Le renforcement

Carte de sévérité des urgences sanitaires



Source: HRP 2018

et l'amélioration de la pratique de la santé de reproduction seront également priorités afin de prévenir et réduire la mortalité, la morbidité et l'invalidité des populations affectées par les crises, notamment les femmes et les filles. Il serait également difficile d'améliorer l'état sanitaire de la population sans augmenter l'accès à l'eau potable et à l'assainissement.

La nouvelle façon de travailler pour améliorer la programmation intégrée humanitaire-développement

Les crises humanitaires au Tchad sont complexes, chroniques et récurrentes et obligent les acteurs à dépasser la dichotomie classique entre urgence et développement. Dans cette optique, la communauté humanitaire s'est engagée depuis 2016 dans la « nouvelle façon de travailler » avec les acteurs de développement et le gouvernement. Cette nouvelle approche vise à mieux articuler une programmation intégrée dans certaines zones et encourager les interventions humanitaires conjointes et intégrées dans les mêmes espaces géographiques, en complémentarité. Cette nouvelle façon de travailler se base sur un renforcement du lien humanitaire – développement dans l'optique de répondre aux besoins humanitaires immédiats des populations tout en réduisant le risque et la vulnérabilité.

La Sous-secrétaire générale aux affaires humanitaires en visite au Tchad

Ursula Mueller s'engage à porter la voix des personnes affectées qu'elle a rencontrées au Tchad et de la faire entendre sur la scène internationale

La Sous-Secrétaire générale aux affaires humanitaires et Coordinatrice adjointe des secours d'urgence, Ursula Mueller, a effectué du 18 au 27 février 2018 une série de visites qui l'a conduite en République centrafricaine, au Cameroun et au Tchad. Lors de la dernière étape de sa visite, au Tchad (26 au 27 février), Mme Mueller a appelé à des financements urgents pour soutenir les populations les plus vulnérables.

Au terme de [sa première visite de deux jours au Tchad](#), Ursula Mueller, a appelé à des financements urgents pour répondre aux besoins humanitaires et de protection de 4,4 millions de personnes vulnérables dans le pays, y compris des réfugiés, des retournés et des personnes déplacées internes ainsi que leurs communautés hôtes.

La Sous-secrétaire générale des Nations Unies aux affaires humanitaires, a au cours de sa mission, échangé avec les autorités, les partenaires techniques et financiers, les communautés hôtes, les personnes déplacées et la communauté humanitaire. Elle s'est rendue à Yakoua dans la région du Lac où elle a pu constater les [conditions de vie difficiles et le manque de moyens de subsistance des communautés déplacées](#).

« Il est inacceptable que ces hommes, ces femmes et ces enfants qui ont tout perdu, leur maison, leurs biens, leurs moyens d'existence, et bien souvent des membres de leur famille, continuent de vivre dans la peur et l'incertitude. Ils ont besoin de solutions durables. » Ursula Mueller



Crédit : OCHA/Naomi Frerotte. Février 2018, Brim, région du Lac, Tchad. La Coordinatrice adjointe des secours d'urgence, Ursula Mueller échange avec les femmes déplacées qui reconnaissent la générosité de leur communauté d'accueil.

« Il est inacceptable que ces hommes, ces femmes et ces enfants qui ont tout perdu, leur maison, leurs biens, leurs moyens d'existence, et bien souvent des membres de leur famille, continuent de vivre dans la peur et l'incertitude. Ils ont besoin de solutions durables. Ils ont besoin d'appui pour retrouver une vie digne et indépendante », a déploré Mme Mueller.

La crise du bassin du Lac Tchad affecte près de 500 000 personnes dans la région du Lac, au Tchad, dont 137 000 personnes déplacées sont particulièrement vulnérables.

L'importance du renforcement de la collaboration entre le Gouvernement et ses partenaires dans la réponse aux besoins des populations vulnérables n'est plus à démontrer. C'est ainsi que Mme Mueller a rappelé qu'il est de la responsabilité du Gouvernement, avec l'appui de ses partenaires, de créer les conditions favorables, incluant la sécurité, pour un retour volontaire des populations déplacées du Lac dans leurs villages d'origine.

La Sous-secrétaire générale des Nations Unies aux affaires humanitaires a également rappelé l'importance de soutenir les populations hôtes, solidaires dès les premiers afflux des personnes déplacées, et qui partagent le peu qu'elles ont avec celles et ceux qui ont tout perdu. « Il est essentiel de renforcer les moyens d'existence de ces communautés, qui sont les premières à fournir une assistance à ceux fuyant la violence et l'insécurité », a plaidé Ursula Mueller.

La crise du bassin du Lac Tchad affecte près de 500 000 personnes dans la région du Lac, au Tchad, dont 137 000 personnes déplacées sont particulièrement vulnérables. La fermeture de la frontière avec le Nigeria depuis le début de la crise en 2015 et l'application continue de mesures d'urgence ont également entravé les moyens d'existence des populations locales, dans un contexte de faible développement régional, aggravant ainsi leur vulnérabilité.

Au-delà de l'assistance humanitaire, la chronicité des crises au Tchad et les défis de développement qui en sont les causes profondes nécessitent une approche intégrée entre action humanitaire et de développement. Mme Mueller a salué les efforts faits par les partenaires afin de rendre opérationnelle la « nouvelle façon de travailler » dans le pays, en collaboration avec les autorités.

Le défi du sous-financement

L'appel humanitaire est sérieusement sous-financé. Alors que les besoins continuent d'augmenter, le financement des opérations humanitaires reste insuffisant, particulièrement dans les régions affectées par les déplacements forcés et l'insécurité alimentaire. En 2017, moins de 45% des fonds requis ont été reçus au niveau national, comparé au 53% reçus en 2016. Afin de s'assurer que personne ne soit laissé de côté, [un soutien plus important des bailleurs de fonds pour le Tchad est indispensable.](#)

En bref

De nouveaux afflux de réfugiés centrafricains au sud du Tchad

Depuis le 26 décembre 2017, des affrontements dans le nord de la RCA ont provoqué



Crédit : UNHCR/A. Ngargoune. Janvier 2018, Békoninga, Goré, région du Logone Oriental, Tchad. Séance de pré-enregistrement des nouveaux réfugiés centrafricains au Sud.

d'importants afflux de populations cherchant refuge dans le sud du Tchad. Plus de 22 000 nouveaux réfugiés ont été enregistrés par le HCR et la Commission nationale d'accueil, de réinsertion des réfugiés et des rapatriés (CNARR). De nouveaux afflux continuent d'être rapportés : plus de 700 personnes seraient arrivées à Moissala (région de Mandoul) depuis le 21 février 2018.

L'aide humanitaire est en cours, coordonnée par le HCR, avec des cliniques mobiles gérées par l'ONG ADES et MSF, des distributions de vivres par le PAM (deuxième distribution de coupons en cours), des distributions NFI (les articles ménagers essentiels) par le HCR, et de plus en plus

d'acteurs humanitaires procèdent actuellement à des évaluations et planifient des interventions pour répondre aux besoins urgents.

Les réinstallations se poursuivent dans des camps de réfugiés et les villages d'accueil plus éloignés de la frontière, mais les capacités d'accueil sont limitées. Une lacune subsiste dans le secteur d'eau, hygiène et assainissement : une évaluation dans 35 villages accueillant les nouveaux réfugiés a identifié un besoin de construire ou réhabiliter 85 forages et 2 784 latrines. Sur ces forages, 35 ont déjà été réhabilités ou construits. L'accès à l'éducation est entravé par la grève actuelle des enseignants et des espaces adaptés aux enfants doivent être mis en place pour assurer la protection des enfants. Les risques de protection restent élevés à mesure que les mouvements transfrontaliers se poursuivent et que la situation sécuritaire en RCA demeure instable.

Il faut davantage de ressources pour intensifier la riposte et soutenir les communautés d'accueil, qui ont partagé leurs ressources et risquent de souffrir de l'insécurité alimentaire pendant que leurs stocks s'épuisent. Cette nouvelle crise se produit alors qu'il y a déjà 77 000 réfugiés et 46 000 retournés tchadiens dans le sud du Tchad.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Abdoulaye Sawadogo, Chef de Bureau Ad Interim, sawadogoa@un.org, Tel. (+235) 68 85 10 05
Naomi Frérotte, Chargée de l'Information Publique, frerotte@un.org, Tel. (+235) 66 90 16 33
Augustin Zusanné, Assistant Chargé d'Information Publique, zusanne@un.org, Tel. (+235) 63 90 09 13

www.unocha.org/tchad | | www.reliefweb.int/country/tcd